



**EUROPEAN COMMITTEE OF SOCIAL RIGHTS
COMITÉ EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX**

29 avril 2014

Pièce n° 5

Association pour la protection des enfants (APPROACH) Ltd c. Italie
Réclamation n° 94/2013

NOUVELLE REPLIQUE DU GOUVERNEMENT

Enregistrée au Secrétariat le 29 avril 2014

EUROPEAN COMMITTEE OF SOCIAL RIGHTS
COMITE EUROPEEN DES DROITS SOCIAUX



RECLAMATION N. 94/2013

**Association pour la protection des enfants
(APPROACH) Ltd
c. ITALIE**

OBSERVATIONS DU GOUVERNEMENT ITALIEN

**en réponse à la réplique d'APPROACH - Ltd
du Janvier 2014**

Rome 29 avril 2014

1. Le Gouvernement Italien fait référence à la lettre du 31 mars 2014 avec laquelle le Comité européen de droits sociaux (ici nommé CEDS) a communiqué la réplique de **l'Association pour la protection des enfants – APPROACH-Ltd (ici nommée L'Association)** aux observations du Gouvernement sur le bien-fondé du 25 septembre 2013.
2. Le Gouvernement italien soumit au CEDS les suivantes observations sur le bien-fondé de la réclamation collective en réponse à la réplique citée.

OBSERVATIONS

3. Le Gouvernement confirme, tout d'abord, ses propres observations du 25 septembre 2013 qui bien démontrent comme le système juridique italien par ses lois et par la jurisprudence protège de manière efficace les enfants contre les châtiments corporels en milieu familiale et dans autres situations très dangereuses tandis que les interdit en milieu scolaire.
4. Le Gouvernement n'accepte pas, surtout, les considérations exposées par l'Association dans les "conclusions" (p. 8 de la réplique) où elle même accuse l'Italie de n'avoir pas une législation exhaustive sur l'interdiction des châtiments à caractère violent infligées aux enfants non seulement dans le foyer mais aussi **dans structures de prise en charge non institutionnelle ou dans les établissements d'accueil de jour". milieux non cités dans la réclamation collective.**
5. Or, le Gouvernement estime de donner une réponse à la réplique de l'Association en rappelant que l'ordre italien applique

l'Article 17 –Droit des enfants et des adolescents à une protection sociale, juridique et économique

En vue d'assurer aux enfants et aux adolescents l'exercice effectif du droit de grandir dans un milieu favorable à l'épanouissement de leur personnalité et au développement de leurs aptitudes physiques et mentales, les Parties s'engagent à prendre, soit directement, soit en coopération avec les organisations publiques ou privées, toutes les mesures nécessaires et appropriées tendant:

1 a à assurer aux enfants et aux adolescents, compte tenu des droits et des devoirs des parents, les soins, l'assistance, l'éducation et la formation dont ils ont besoin, notamment en prévoyant la création ou le maintien d'institutions ou de services adéquats et suffisants à cette fin;

b à protéger les enfants et les adolescents contre la négligence, la violence ou l'exploitation;

c à assurer une protection et une aide spéciale de l'Etat vis-à-vis de l'enfant ou de l'adolescent temporairement ou définitivement privé de son soutien familial;

2 à assurer aux enfants et aux adolescents un enseignement primaire et secondaire gratuit, ainsi qu'à favoriser la régularité de la fréquentation scolaire.

dans son ensemble soit par la Constitution et les codes civil et pénal, comme bien référé dans ses observations du 25 septembre 2013 soit par les ratifications des Conventions du Conseil d'Europe sans oublier la "Convention des Nations Unies sur le droit de l'enfant" du 1989, bien ratifiée avec loi par l'Italie.

6. On rappelle la "Convention sur l'exercice des droits des enfants" du 25 Janvier 1996, ratifiée par l'Italie avec loi et par le dépôt de la suivante déclaration:

Déclaration consignée dans une lettre du Représentant Permanent de l'Italie, en date du 23 juin 2003, remise à la Secrétaire Générale Adjointe du Conseil de l'Europe lors du dépôt de l'instrument de ratification, le 4 juillet 2003

« Conformément à l'article 1, paragraphe 4, de la Convention, le Gouvernement de la République italienne indique comme différends auxquels la Convention peut s'appliquer, ceux visés aux article 145 du code civil, en matière d'autorité parentale ; 244, dernier alinéa, du code civil, en matière de filiation naturelle ; 247, dernier alinéa, du code civil, sur le même thème ; 264, alinéa 2, et 274 du code civil sur le même thème ; 322 et 323 du code civil en matière d'opposition du fils à certains actes d'administration des biens, accomplis par les parents. »

7. Et encore la "Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels du 25 octobre 2007, ratifiée par l'Italie il 1 mai 2013 avec loi qui a modifié des articles du code pénal (voir annexe 1).

8. Encore la "Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique" qui, ratifiée avec loi par l'Italie le 10 septembre 2013, prévoit à l'article 3, lettre "f" que le terme « femme » inclut les filles de moins de 18 ans.

9. Par conséquent, le Gouvernement veut rappeler au CEDS comme l'article 17 de la Charte trouve une concrète application dans les lois italiennes et dans les codes qui interdisent tout châtement corporel violent à l'encontre des enfants dans chaque circonstance

et dans le respect de la dignité humaine (voir encore les observations du 25 septembre 2013).

10. On doit souligner que l'article 17 qui prévoit:

" les Parties s'engagent à prendre, soit directement, soit en coopération avec les organisations publiques ou privées, toutes les mesures nécessaires et appropriées tendant à assurer et protéger les enfants"

demande aux Etats un engagement à prendre mesures nécessaires et appropriées mais ne dicte pas le contenu et la nature de ces mesures en laissant aux mêmes Etats la chose de l'instrument juridique ou judiciaire plus juste pour les personnes concernées.

11. Par conséquent, s'il n'y a pas dans les législations des Etats accusés par l'Association une précise interdiction des châtiments corporels, cela ne signifie pas le manque de protection des enfants.

12. A ce propos, le Gouvernement italien ajoute que les termes "lésion personnelle" ou "abus", "violence" ou "violence domestique" comme utilisés dans le code pénal italien ou dans les lois italiennes, européennes et internationales, comprennent aussi et surtout tout "châtiment corporel" qui peut être les mauvais traitements, les lésions graves ou très graves et la mort comme conséquence.

13. Le Gouvernement rappelle ce que la France a souligné en réponse à l'Association dans sa mémoire sur le bien-fondé au § 31 " Aucune disposition de la Charte sociale révisée ne pose une interdiction générale des châtiments corporels. La jurisprudence de la Cour Européenne des droits de l'homme elle-même adopte le même raisonnement en se gardant de formuler une interdiction générale, mais en sanctionnant les châtiments corporels lorsqu'ils atteignent une particulière gravité et qu'ils sont assimilables à des traitements inhumains et dégradants. Enfin, le Gouvernement constate que ce principe d'interdiction générale de tout châtiment corporel est loin de faire l'objet d'un accord unanime au sein des pays membres du Conseil de l'Europe. En 2011, sur les 27 pays qui ont accepté l'article 17 de la Charte sociale européenne, un seul posait une interdiction générale de châtiment corporel."

14. Le Gouvernement veut ainsi faire noter au CEDS qu'il n'accepte pas le jugement de l'Association sur *"l'inadéquation de la législation en vigueur en Italie et de sa jurisprudence pour interdire toute forme de châtiments corporels infligés aux enfants"* (§ 6 de la réplique).

15. Le Gouvernement précise que sa législation discipline toute situation préjudiciable et nuisible pour les enfants, situation qui ne sont pas seulement les châtiments corporels comme les gifles ou calottes mais, malheureusement, chaque forme de violence physique ou morale, chaque type de comportement qui provoque dommages soit physiques soit psychologiques aux enfants (voir encore la jurisprudence citée dans la mémoire du 25 septembre 2013).

16. Par exemple, on cite pour l'Italie le **Décret législatif du 4 Mars 2014, n. 39** qui a donné actuation à la **Directive 2011/93/UE sur la lutte contre l'abus et l'exploitation sexuelles des mineurs et la pornographie juvénile qui substitue la décision 2004/68/GAI. (14G00051)** qui a modifié des articles du code pénal (annexe 2).

17. Le Gouvernement rappelle aussi la jurisprudence déjà citée dans la mémoire du 25 septembre 2013 et ajoute ici: le **Décret du Tribunal pour les enfants de Milan**, du 25 mars 2011, l'**arrêt de la Cour de Cassation** n. 46848 du 20 novembre 2012 selon laquelle " la mort d'un mineur avait été causée par traitements violents et continus" et, pour une autre situation, l'arrêt 14753 du 28 mars 2014 qui a condamné une professeure d'école élémentaire pour avoir maltraité ses élèves par châtiments corporels et psychologiques.

18. Par conséquent, il en résulte que le Gouvernement considère que l'absence d'interdiction générale des châtiments corporels ne saurait constituer une violation de l'article 17 de la Charte sociale révisée.

19. Comme déjà communiqué l'Italie a créé à **Novembre 2011** l' **Autorité Garante Nationale pour l'enfance et l'adolescence** par la loi n.112 du 12 juillet 2011 en actuation à l'article 31 de la Constitution et aux dispositions internationales prévues dans la Convention ONU sur les droits de l'enfant du 20 novembre 1989 dont les articles 12 et 18 font référence aux institutions spécifiques nationales dépositaires de la tutelle des intérêts et des droits des enfants et des adolescentes et aussi à la "Stratégie adoptée par le Conseil d'Europe "Construire une Europe avec et pour les enfants" (voir § 11 de la mémoire italienne du 25/09/2013).

20. Le Président de l'Autorité, M. Vincenzo Spadafora, travaille aussi en coopération avec l' ENOC - European Network of Ombudspersons for Children et il a été élu dans le Comité directeur de l'ENOC et toute autre institution européenne et internationale pour les droits des enfants.

21. On ajoute que en Italie les **Province Autonome di Trento e Bolzano** et les suivantes Régions ont créé les **"Garantes régionaux pour l'enfance et adolescence"**: **Calabria, Campania, Emilia Romagna, Lazio, Liguria, Marche, Molise, Toscana, Puglia, Veneto** qui ont le pouvoir de contribuer à la promotion et réalisation des dispositions et initiatives pour la tutelle des droits des enfants et des adolescents.

22. Le Gouvernement informe le CEDS qu'il y a autres organismes nationaux comme

a) **Commission parlementaire pour l'enfance et l'adolescence;**

b) **Observatoire national pour l'enfance et l'adolescence**

c) **Centre nationale de documentation et analyse pour l'enfance et l'adolescence qui travaille avec le "Département pour les politiques de la famille - Présidence des Conseil des Ministres"**. Tous les trois ont la compétence de promouvoir toute mesure nécessaires pour la protection des enfants en collaboration avec les autres autorités institutionnelles italiennes comme le Parlement et l'Autorité Garante nationale pour l'enfance et l'adolescence.

23. L' **Observatoire national pour l'enfance et l'adolescence, en particulier, a rédigé le "Rapport de synthèse 2013" où a examiné tout possible modification des lois ou nouvelle loi sur les droits des enfants et, en particulier, le droit de l'enfant à être écouté en droit civil et pénal.**

24. Le Gouvernement italien veut faire noter au Comité que la réclamation se base seulement sur les rapports qui, même si produits par les associations qui travaillent pour la défense des droits des enfants, ne parlent pas des sanctions judiciaires par lesquelles les autorités nationales ont condamné les parents ou tout autre personne qui ont pratiqué mauvais traitements sur leur fils mineurs.

25. En particulier, la réclamation collective en examen démontre la non connaissance des développements de l'ordre italien en matière des châtiments corporels, des abus des moyens de correction mais surtout en matière d'abus physiques et psychologiques qui sont définis tous " mauvais traitements en famille" (voir article 572 c.p.).

26. Le Gouvernement italien rejette toutes les conclusions contenues dans la réplique de l'Association car convaincu d'agir avec diligence surtout par l'action des autorités judiciaires appelées à sanctionner les auteurs des violences contre les mineurs et les adolescentes non

seulement pour un gifle ou une fessée mais surtout pour tout autre mauvais traitement pratiqué dans le milieu familial sous le silence et la peur des autres membres de famille.

27. Le même Comité a reconnu l'efficacité des lois italiennes par sa décision du 7 décembre 2004 sur la réclamation 19/2003 présentée par l'OMCT tandis que il a déclaré la violation de l'article 17 par des autres Etats (Belgique 21/2003; Grèce 17/2003; Irlande 18/2003 et Portugal 34/2006).

28. Le Gouvernement italien, selon ses considérations et ses observations, estime que la réclamation collective de l'APPROACH Ltd, est mal fondée car les argumentations données par la même Association n'ont pas considéré l'évolution de l'ordre italien et la pratique juridictionnelle qui assurent aux enfants et aux adolescentes l'exercice effectif du droit de grandir dans un milieu favorable à leur développement physique et psychologique en les protégeant contre la violence de chaque type.

29. Le Gouvernement demande, donc, au Comité de dépourvue de fondement les allégations de l'APPROACH car la législation italienne tutelle et garanti le droits des enfants au sens de la Constitution et des articles des codes civil et pénal contre chaque acte de violence.

30. Le Gouvernement italien remercie le Comité européen des droits sociaux pour son attention à examiner les observations indiquées et se déclare disponible à fournir toute autre observation aux fins de déclarer mal fondée la réclamation collective parce que la situation de l'Italie est conforme à l'article 17 de la Charte sociale européenne révisé.

Rome, 29 avril 2014.


Ersilia Grazia Spatafora
Agent du Gouvernement italien

Reelbouahou 9/1/2013

ANNEXE 1

LEGGE 1 ottobre 2012, n. 172

Ratifica ed esecuzione della Convenzione del Consiglio d'Europa per la protezione dei minori contro lo sfruttamento e l'abuso sessuale, fatta a Lanzarote il 25 ottobre 2007, nonché norme di adeguamento dell'ordinamento interno - *Entrata in vigore: 23.10.2012*

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

Capo I

Ratifica ed esecuzione

Art. 1

Autorizzazione alla ratifica

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione del Consiglio d'Europa per la protezione dei minori contro lo sfruttamento e l'abuso sessuale, fatta a Lanzarote il 25 ottobre 2007, di seguito denominata «Convenzione».

Art. 2

Ordine di esecuzione

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 45 della Convenzione stessa

Art. 3

Autorità nazionale

1. In relazione alle disposizioni previste dall'articolo 37, paragrafo 2, della Convenzione, l'Italia designa come autorità nazionale responsabile al fine della registrazione e conservazione dei dati nazionali sui condannati per reati sessuali il Ministero dell'Interno.

2. Le attività di registrazione e di conservazione dei dati di cui al comma 1 sono svolte in conformità al Trattato concluso il 27 maggio 2005 tra il Regno del Belgio, la Repubblica federale di Germania, il Regno di Spagna, la Repubblica francese, il Granducato di Lussemburgo, il Regno dei Paesi Bassi e la Repubblica d'Austria, relativo all'approfondimento della cooperazione transfrontaliera, in particolare allo scopo di contrastare il terrorismo, la criminalità transfrontaliera e la migrazione illegale (Trattato di Prüm), reso esecutivo dalla legge 30 giugno 2009, n. 85, e alle relative disposizioni di attuazione

Capo II

Disposizioni di adeguamento dell'ordinamento interno

Art. 4

Modifiche al codice penale

1. Al codice penale sono apportate le seguenti modificazioni:

a) all'articolo 157, sesto comma, è aggiunto, in fine, il seguente periodo: «I termini di cui ai commi che precedono sono altresì raddoppiati per il reato di cui all'articolo 572 e per i reati di cui alla sezione I del capo III del titolo XII del libro II e di cui agli articoli 609-bis, 609-quater, 609-quinquies e 609-octies, salvo che risulti la sussistenza delle circostanze attenuanti contemplate dal terzo comma dell'articolo 609-bis ovvero dal quarto comma dell'articolo 609-quater»;

b) dopo l'articolo 414 è inserito il seguente:

«Art. 414-bis (Istigazione a pratiche di pedofilia e di pedopornografia). - Salvo che il fatto costituisca più grave reato, chiunque, con qualsiasi mezzo e con qualsiasi forma di espressione, pubblicamente istiga a commettere, in danno di minorenni, uno o più delitti previsti dagli articoli 600-bis, 600-ter e 600-quater, anche se relativi al materiale pornografico di cui all'articolo 600-quater.1, 600-quinquies, 609-bis, 609-quater e 609-quinquies è punito con la reclusione da un anno e sei mesi a cinque anni. Alla stessa pena soggiace anche chi pubblicamente fa l'apologia di uno o più delitti previsti dal primo comma.

Non possono essere invocate, a propria scusa, ragioni o finalità di carattere artistico, letterario, storico o di costume»;

c) all'articolo 416 è aggiunto, in fine, il seguente comma:

«Se l'associazione è diretta a commettere taluno dei delitti previsti dagli articoli 600-bis, 600-ter, 600-quater, 600-quater.1, 600-quinquies, 609-bis, quando il fatto è commesso in danno di un minore

di anni diciotto, 609-quater, 609-quinquies, 609-octies, quando il fatto è commesso in danno di un minore di anni diciotto, e 609-undecies, si applica la reclusione da quattro a otto anni nei casi previsti dal primo comma e la reclusione da due a sei anni nei casi previsti dal secondo comma»;

d) l'articolo 572 è sostituito dal seguente:

«Art. 572 (Maltrattamenti contro familiari e conviventi). - Chiunque, fuori dei casi indicati nell'articolo precedente, maltratta una persona della famiglia o comunque convivente, o una persona sottoposta alla sua autorità o a lui affidata per ragioni di educazione, istruzione, cura, vigilanza o custodia, o per l'esercizio di una professione o di un'arte, è punito con la reclusione da due a sei anni.

La pena è aumentata se il fatto è commesso in danno di persona minore degli anni quattordici.

Se dal fatto deriva una lesione personale grave, si applica la reclusione da quattro a nove anni; se ne deriva una lesione gravissima, la reclusione da sette a quindici anni; se ne deriva la morte, la reclusione da dodici a ventiquattro anni»;

e) all'articolo 576:

1) al primo comma, alinea, le parole: «la pena di morte» sono sostituite dalle seguenti: «la pena dell'ergastolo»;

2) il numero 5) del primo comma è sostituito dal seguente:

«5) in occasione della commissione di taluno dei delitti previsti dagli articoli 572, 600-bis, 600-ter, 609-bis, 609-quater e 609-octies»;

3) nella rubrica, le parole: «Pena di morte» sono sostituite dalla seguente: «Ergastolo»;

f) all'articolo 583-bis, dopo il terzo comma, è inserito il seguente:

«La condanna ovvero l'applicazione della pena su richiesta delle parti a norma dell'articolo 444 del codice di procedura penale per il reato di cui al presente articolo comporta, qualora il fatto sia commesso dal genitore o dal tutore, rispettivamente:

1) la decadenza dall'esercizio della potestà del genitore;

2) l'interdizione perpetua da qualsiasi ufficio attinente alla tutela, alla curatela e all'amministrazione di sostegno»;

g) l'articolo 600-bis è sostituito dal seguente:

«Art. 600-bis (Prostituzione minorile). - E' punito con la reclusione da sei a dodici anni e con la multa da euro 15.000 a euro 150.000 chiunque:

1) recluta o induce alla prostituzione una persona di età inferiore agli anni diciotto;

2) favorisce, sfrutta, gestisce, organizza o controlla la prostituzione di una persona di età inferiore agli anni diciotto, ovvero altrimenti ne trae profitto.

Salvo che il fatto costituisca più grave reato, chiunque compie atti sessuali con un minore di età compresa tra i quattordici e i diciotto anni, in cambio di un corrispettivo in denaro o altra utilità, anche solo promessi, è punito con la reclusione da uno a sei anni e con la multa da euro 1.500 a euro 6.000»;

h) all'articolo 600-ter:

1) il primo comma è sostituito dal seguente:

«E' punito con la reclusione da sei a dodici anni e con la multa da euro 24.000 a euro 240.000 chiunque:

1) utilizzando minori di anni diciotto, realizza esibizioni o spettacoli pornografici ovvero produce materiale pornografico;

2) recluta o induce minori di anni diciotto a partecipare a esibizioni o spettacoli pornografici ovvero dai suddetti spettacoli trae altrimenti profitto»;

2) sono aggiunti, in fine, i seguenti commi:

«Salvo che il fatto costituisca più grave reato, chiunque assiste a esibizioni o spettacoli pornografici in cui siano coinvolti minori di anni diciotto è punito con la reclusione fino a tre anni e con la multa da euro 1.500 a euro 6.000.

Ai fini di cui al presente articolo per pornografia minorile si intende ogni rappresentazione, con qualunque mezzo, di un minore degli anni diciotto coinvolto in attività sessuali esplicite, reali o simulate, o qualunque rappresentazione degli organi sessuali di un minore di anni diciotto per scopi sessuali»;

i) l'articolo 600-sexies è abrogato;

l) l'articolo 600-septies è sostituito dal seguente:

«Art. 600-septies (Confisca). - Nel caso di condanna, o di applicazione della pena su richiesta delle parti a norma dell'articolo 444 del codice di procedura penale, per i delitti previsti dalla presente sezione, nonché dagli articoli 609-bis, quando il fatto è commesso in danno di un minore di anni diciotto o il reato è aggravato dalle circostanze di cui all'articolo 609-ter, primo comma, numeri 1), 5) e 5-bis), 609-quater, 609-quinquies, 609-octies, quando il fatto è commesso in danno di un minore di anni diciotto o il reato è aggravato dalle circostanze di cui all'articolo 609-ter, primo comma, numeri 1), 5) e 5-bis), e 609-undecies, è sempre ordinata, salvi i diritti della persona offesa alle restituzioni e al risarcimento dei danni, la confisca dei beni che costituiscono il prodotto, il profitto o il prezzo del reato. Ove essa non sia possibile, il giudice dispone la confisca di beni di valore equivalente a quelli che costituiscono il prodotto, il profitto o il prezzo del reato e di cui il condannato abbia, anche indirettamente o per interposta persona, la disponibilità. Si applica il terzo comma dell'articolo 322-ter»;

m) dopo l'articolo 600-septies sono inseriti i seguenti:

«Art. 600-septies.1 (Circostanza attenuante). - La pena per i delitti di cui alla presente sezione è diminuita da un terzo fino alla metà nei confronti del concorrente che si adopera per evitare che l'attività delittuosa sia portata a conseguenze ulteriori, ovvero aiuta concretamente l'autorità di polizia o l'autorità giudiziaria nella raccolta di prove decisive per l'individuazione o la cattura dei concorrenti.

Art. 600-septies.2 (Pene accessorie). - Alla condanna o all'applicazione della pena su richiesta delle parti a norma dell'articolo 444 del codice di procedura penale per i delitti previsti dalla presente sezione e per il delitto di cui all'articolo 414-bis del presente codice conseguono:

- 1) la perdita della potestà genitoriale, quando la qualità di genitore è prevista quale circostanza aggravante del reato;
- 2) l'interdizione perpetua da qualsiasi ufficio attinente alla tutela, alla curatela o all'amministrazione di sostegno;
- 3) la perdita del diritto agli alimenti e l'esclusione dalla successione della persona offesa;
- 4) l'interdizione temporanea dai pubblici uffici;

l'interdizione dai pubblici uffici per la durata di anni cinque in seguito alla condanna alla reclusione da tre a cinque anni, ferma restando, comunque, l'applicazione dell'articolo 29, primo comma, quanto all'interdizione perpetua.

La condanna o l'applicazione della pena su richiesta delle parti a norma dell'articolo 444 del codice di procedura penale per uno dei delitti previsti dalla presente sezione e per il delitto di cui all'articolo 414-bis del presente codice, quando commessi in danno di minori, comporta in ogni caso l'interdizione perpetua da qualunque incarico nelle scuole di ogni ordine e grado, nonché da ogni ufficio o servizio in istituzioni o strutture pubbliche o private frequentate abitualmente da minori.

In ogni caso è disposta la chiusura degli esercizi la cui attività risulta finalizzata ai delitti previsti dalla presente sezione, nonché la revoca della licenza di esercizio o della concessione o dell'autorizzazione per le emittenti radiotelevisive»;

n) l'articolo 602-bis è abrogato;

o) all'articolo 602-ter, dopo il secondo comma, sono aggiunti i seguenti:

«Nei casi previsti dagli articoli 600-bis, primo comma, e 600-ter, la pena è aumentata da un terzo alla metà se il fatto è commesso con violenza o minaccia.

Nei casi previsti dagli articoli 600-bis, primo e secondo comma, 600-ter, primo comma, e 600-quinquies, la pena è aumentata da un terzo alla metà se il fatto è commesso approfittando della situazione di necessità del minore.

Nei casi previsti dagli articoli 600-bis, primo e secondo comma, 600-ter e 600-quinquies, nonché dagli articoli 600, 601 e 602, la pena è aumentata dalla metà ai due terzi se il fatto è commesso in danno di un minore degli anni sedici.

Nei casi previsti dagli articoli 600-bis, primo comma, e 600-ter, nonché, se il fatto è commesso in danno di un minore degli anni diciotto, dagli articoli 600, 601 e 602, la pena è aumentata dalla metà ai due terzi se il fatto è commesso da un ascendente, dal genitore adottivo, o dal loro coniuge o convivente, dal coniuge o da affini entro il secondo grado, da parenti fino al quarto grado collaterale, dal tutore o da persona a cui il minore è stato affidato per ragioni di cura, educazione, istruzione, vigilanza, custodia, lavoro, ovvero da pubblici ufficiali o incaricati di pubblico servizio nell'esercizio delle loro funzioni ovvero ancora se è commesso in danno di un minore in stato di infermità o minorazione psichica, naturale o provocata.

Nei casi previsti dagli articoli 600-bis, primo comma, e 600-ter, nonché dagli articoli 600, 601 e 602, la pena è aumentata dalla metà ai due terzi se il fatto è commesso mediante somministrazione di sostanze alcoliche, narcotiche, stupefacenti o comunque pregiudizievoli per la salute fisica o psichica del minore, ovvero se è commesso nei confronti di tre o più persone.

Le circostanze attenuanti, diverse da quelle previste dagli articoli 98 e 114, concorrenti con le circostanze aggravanti di cui alla presente sezione, non possono essere ritenute equivalenti o prevalenti rispetto a queste e le diminuzioni di pena si operano sulla quantità della stessa risultante dall'aumento conseguente alle predette aggravanti»;

p) dopo l'articolo 602-ter, è inserito il seguente:

«Art. 602-quater (Ignoranza dell'età della persona offesa). - Quando i delitti previsti dalla presente sezione sono commessi in danno di un minore degli anni diciotto, il colpevole non può invocare a propria scusa l'ignoranza dell'età della persona offesa, salvo che si tratti di ignoranza inevitabile»;

q) all'articolo 604, le parole: «e 609-quinquies» sono sostituite dalle seguenti: «, 609-quinquies, 609-octies e 609-undecies»;

r) all'articolo 609-quater:

1) il secondo comma è sostituito dal seguente:

«Fuori dei casi previsti dall'articolo 609-bis, l'ascendente, il genitore, anche adottivo, o il di lui convivente, il tutore, ovvero altra persona cui, per ragioni di cura, di educazione, di istruzione, di vigilanza o di custodia, il minore è affidato, o che abbia con quest'ultimo una relazione di convivenza, che, con l'abuso dei poteri connessi alla sua posizione, compie atti sessuali con persona minore che ha compiuto gli anni sedici, è punito con la reclusione da tre a sei anni»;

2) al quarto comma, le parole: «fino a due terzi» sono sostituite dalle seguenti: «in misura non eccedente i due terzi»;

s) l'articolo 609-quinquies è sostituito dal seguente:

«Art. 609-quinquies (Corruzione di minorenni). - Chiunque compie atti sessuali in presenza di persona minore di anni quattordici, al fine di farla assistere, è punito con la reclusione da uno a cinque anni.

Salvo che il fatto costituisca più grave reato, alla stessa pena di cui al primo comma soggiace chiunque fa assistere una persona minore di anni quattordici al compimento di atti sessuali, ovvero mostra alla medesima materiale pornografico, al fine di indurla a compiere o a subire atti sessuali.

La pena è aumentata fino alla metà quando il colpevole sia l'ascendente, il genitore, anche adottivo, o il di lui convivente, il tutore, ovvero altra persona cui, per ragioni di cura, di educazione, di istruzione, di vigilanza o di custodia, il minore è affidato, o che abbia con quest'ultimo una relazione di stabile convivenza»;

t) l'articolo 609-sexies è sostituito dal seguente:

«Art. 609-sexies (Ignoranza dell'età della persona offesa). - Quando i delitti previsti negli articoli 609-bis, 609-ter, 609-quater, 609-octies e 609-undecies sono commessi in danno di un minore degli anni diciotto, e quando è commesso il delitto di cui all'articolo 609-quinquies, il colpevole non può invocare a propria scusa l'ignoranza dell'età della persona offesa, salvo che si tratti di ignoranza inevitabile»;

u) all'articolo 609-nonies:

1) il primo comma è sostituito dal seguente:

«La condanna o l'applicazione della pena su richiesta delle parti ai sensi dell'articolo 444 del codice di procedura penale per alcuno dei delitti previsti dagli articoli 609-bis, 609-ter, 609-quater, 609-quinquies, 609-octies e 609-undecies comporta:

1) la perdita della potestà del genitore, quando la qualità di genitore è elemento costitutivo o circostanza aggravante del reato;

2) l'interdizione perpetua da qualsiasi ufficio attinente alla tutela, alla curatela e all'amministrazione di sostegno;

3) la perdita del diritto agli alimenti e l'esclusione dalla successione della persona offesa;

4) l'interdizione temporanea dai pubblici uffici;

l'interdizione dai pubblici uffici per la durata di anni cinque in seguito alla condanna alla reclusione da tre a cinque anni, ferma restando, comunque, l'applicazione dell'articolo 29, primo comma, quanto all'interdizione perpetua;

5) la sospensione dall'esercizio di una professione o di un'arte»;

2) al secondo comma, le parole: «e 609-octies» sono sostituite dalle seguenti: «, 609-octies e 609-undecies»;

3) dopo il secondo comma sono aggiunti i seguenti:

«La condanna per i delitti previsti dall'articolo 600-bis, secondo comma, dall'articolo 609-bis, nelle ipotesi aggravate di cui all'articolo 609-ter, dagli articoli 609-quater, 609-quinquies e 609-octies, nelle ipotesi aggravate di cui al terzo comma del medesimo articolo, comporta, dopo l'esecuzione della pena e per una durata minima di un anno, l'applicazione delle seguenti misure di sicurezza personali:

1) l'eventuale imposizione di restrizione dei movimenti e della libera circolazione, nonché il divieto di avvicinarsi a luoghi frequentati abitualmente da minori;

2) il divieto di svolgere lavori che prevedano un contatto abituale con minori;

3) l'obbligo di tenere informati gli organi di polizia sulla propria residenza e sugli eventuali spostamenti.

Chiunque viola le disposizioni previste dal terzo comma è soggetto alla pena della reclusione fino a tre anni»;

v) all'articolo 609-decies:

1) il primo comma è sostituito dal seguente:

«Quando si procede per taluno dei delitti previsti dagli articoli 600, 600-bis, 600-ter, 600-quinquies, 601, 602, 609-bis, 609-ter, 609-quinquies, 609-octies e 609-undecies commessi in danno di minorenni, ovvero per il delitto previsto dall'articolo 609-quater, il procuratore della Repubblica ne dà notizia al tribunale per i minorenni»;

2) il secondo comma è sostituito dal seguente:

«Nei casi previsti dal primo comma, l'assistenza affettiva e psicologica della persona offesa minorenni è assicurata, in ogni stato e grado del procedimento, dalla presenza dei genitori o di altre persone idonee indicate dal minorenne, nonché di gruppi, fondazioni, associazioni od organizzazioni non governative di comprovata esperienza nel settore dell'assistenza e del supporto alle vittime dei reati di cui al primo comma e iscritti in apposito elenco dei soggetti legittimati a tale scopo, con il consenso del minorenne, e ammessi dall'autorità giudiziaria che procede»;

z) nella sezione II del capo III del titolo XII del libro II, dopo l'articolo 609-decies è aggiunto il seguente:

«Art. 609-undecies (Adescamento di minorenni). - Chiunque, allo scopo di commettere i reati di cui agli articoli 600, 600-bis, 600-ter e 600-quater, anche se relativi al materiale pornografico di cui all'articolo 600-quater.1, 600-quinquies, 609-bis, 609-quater, 609-quinquies e 609-octies, adesci un minore di anni sedici, è punito, se il fatto non costituisce più grave reato, con la reclusione da uno a tre anni. Per adescamento si intende qualsiasi atto volto a carpire la fiducia del minore attraverso artifici, lusinghe o minacce posti in essere anche mediante l'utilizzo della rete internet o di altre reti o mezzi di comunicazione».

Art. 5

Modifiche al codice di procedura penale

1. Al codice di procedura penale sono apportate le seguenti modificazioni:

a) all'articolo 51:

1) al comma 3-bis, le parole: «416, sesto comma.» sono sostituite dalle seguenti: «416, sesto e settimo comma.»;

2) al comma 3-quinquies, le parole: «600-bis, 600-ter, 600-quater, 600-quater.1, 600-quinquies» sono sostituite dalle seguenti: «414-bis, 600-bis, 600-ter, 600-quater, 600-quater.1, 600-quinquies, 609-undecies»;

b) al comma 6 dell'articolo 282-bis, dopo la parola: «571,» è inserita la seguente: «600,» e dopo la parola: «600-quater.» sono inserite le seguenti: «600-septies.1, 600-septies.2, 601, 602,»;

c) all'articolo 351 è aggiunto, in fine, il seguente comma:

«1-ter. Nei procedimenti per i delitti previsti dagli articoli 600, 600-bis, 600-ter, 600-quater, 600-quater.1, 600-quinquies, 601, 602, 609-bis, 609-quater, 609-quinquies, 609-octies e 609-undecies del codice penale, la polizia giudiziaria, quando deve assumere sommarie informazioni da persone minori, si avvale dell'ausilio di un esperto in psicologia o in psichiatria infantile, nominato dal pubblico ministero»;

d) all'articolo 362 è aggiunto, in fine, il seguente comma:

«1-bis. Nei procedimenti per i delitti di cui all'articolo 351, comma 1-ter, il pubblico ministero, quando deve assumere informazioni da persone minori, si avvale dell'ausilio di un esperto in psicologia o in psichiatria infantile»;

- e) al comma 2 dell'articolo 380, dopo la lettera d-bis) è inserita la seguente:
«d-ter) delitto di atti sessuali con minorenni di cui all'articolo 609-quater, primo e secondo comma, del codice penale»;
- f) dopo il comma 5 dell'articolo 391-bis è inserito il seguente:
«5-bis. Nei procedimenti per i delitti di cui all'articolo 351, comma 1-ter, il difensore, quando assume informazioni da persone minori, si avvale dell'ausilio di un esperto in psicologia o in psichiatria infantile»;
- g) all'articolo 392, il comma 1-bis è sostituito dal seguente:
«1-bis. Nei procedimenti per i delitti di cui agli articoli 572, 600, 600-bis, 600-ter e 600-quater, anche se relativi al materiale pornografico di cui all'articolo 600-quater.1, 600-quinquies, 601, 602, 609-bis, 609-quater, 609-quinquies, 609-octies, 609-undecies e 612-bis del codice penale il pubblico ministero, anche su richiesta della persona offesa, o la persona sottoposta alle indagini possono chiedere che si proceda con incidente probatorio all'assunzione della testimonianza di persona minorenni ovvero della persona offesa maggiorenne, anche al di fuori delle ipotesi previste dal comma 1»;
- h) al comma 5-bis dell'articolo 398, dopo la parola: «609-octies» è inserita la seguente: «, 609-undecies»;
- i) all'articolo 407, comma 2, lettera a), al numero 7-bis), le parole: «600-bis, comma 1, 600-ter, comma 1,» sono sostituite dalle seguenti: «600-bis, primo comma, 600-ter, primo e secondo comma»;
- l) al comma 1-bis dell'articolo 444, le parole: «600-bis, primo e terzo comma,» sono sostituite dalla seguente: «600-bis,».

Art. 6

Modifica al codice di cui al decreto legislativo 6 settembre 2011, n. 159, in materia di divieto di avvicinamento ai luoghi frequentati abitualmente da minori.

1. Al comma 5 dell'articolo 8 del codice delle leggi antimafia e delle misure di prevenzione, di cui al decreto legislativo 6 settembre 2011, n. 159, sono aggiunte, in fine, le seguenti parole:
«, ovvero, con riferimento ai soggetti di cui all'articolo 1, lettera c), il divieto di avvicinarsi a determinati luoghi, frequentati abitualmente da minori».

Art. 7

Modifiche alla legge 26 luglio 1975, n. 354, in materia di concessione di benefici ai detenuti per reati in danno di minori.

1. Al comma 1-quater dell'articolo 4-bis della legge 26 luglio 1975, n. 354, e successive modificazioni, dopo le parole: «di cui agli articoli» sono inserite le seguenti: «600-bis, 600-ter, 600-quater, 600-quinquies,» e le parole: «e 609-octies» sono sostituite dalle seguenti: «, 609-quinquies, 609-octies e 609-undecies».
2. All'articolo 4-bis della legge 26 luglio 1975, n. 354, e successive modificazioni, dopo il comma 1-quater è inserito il seguente:
«1-quinquies. Salvo quanto previsto dal comma 1, ai fini della concessione dei benefici ai detenuti e internati per i delitti di cui agli articoli 600-bis, 600-ter, anche se relativo al materiale pornografico di cui all'articolo 600-quater.1, 600-quinquies, 609-quater, 609-quinquies e 609-undecies del codice penale, nonché agli articoli 609-bis e 609-octies del medesimo codice, se commessi in danno di persona minorenni, il magistrato di sorveglianza o il tribunale di sorveglianza valuta la positiva partecipazione al programma di riabilitazione specifica di cui all'articolo 13-bis della presente legge».
3. Dopo l'articolo 13 della legge 26 luglio 1975, n. 354, è inserito il seguente:
«Art. 13-bis (Trattamento psicologico per i condannati per reati sessuali in danno di minori). - 1. Le persone condannate per i delitti di cui agli articoli 600-bis, 600-ter, anche se relativo al materiale pornografico di cui all'articolo 600-quater.1, 600-quinquies, 609-quater, 609-quinquies e 609-undecies del codice penale, nonché agli articoli 609-bis e 609-octies del medesimo codice, se commessi in danno di persona minorenni, possono sottoporsi a un trattamento psicologico con finalità di recupero e di sostegno.
La partecipazione a tale trattamento è valutata ai sensi dell'articolo 4-bis, comma 1-quinquies, della presente legge ai fini della concessione dei benefici previsti dalla medesima disposizione».

Art. 8

Confisca

1. All'articolo 12-sexies, comma 1, del decreto-legge 8 giugno 1992, n. 306, convertito, con modificazioni, dalla legge 7 agosto 1992, n. 356, e successive modificazioni, dopo la parola: «600,» sono inserite le seguenti: «600-bis, primo comma, 600-ter, primo e secondo comma, 600-quater.1, relativamente alla condotta di produzione o commercio di materiale pornografico, 600-quinquies,».

Art. 9

Disposizioni in materia di gratuito patrocinio

1. All'articolo 76 del testo unico delle disposizioni legislative e regolamentari in materia di spese di giustizia, di cui al decreto del Presidente della Repubblica 30 maggio 2002, n. 115, il comma 4-ter è sostituito dal seguente:
«4-ter. La persona offesa dai reati di cui agli articoli 609-bis, 609-quater e 609-octies, nonché, ove commessi in danno di minori, dai reati di cui agli articoli 600, 600-bis, 600-ter, 600-quinquies, 601, 602, 609-quinquies e 609-undecies del codice penale, può essere ammessa al patrocinio anche in

deroga ai limiti di reddito previsti dal presente decreto».

Art. 10
Clausola di invarianza

1. Dall'attuazione della presente legge non derivano nuovi o maggiori oneri a carico della finanza pubblica.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 1° ottobre 2012

NAPOLITANO

Monti, Presidente del Consiglio dei Ministri
Terzi di Sant'Agata, Ministro degli affari esteri
Severino, Ministro della giustizia
Fornero, Ministro del lavoro e delle politiche sociali

Visto, il Guardasigilli: Severino

ooo000ooo

Reclamazione 94/2013

ANNEXE 2

DECRETO LEGISLATIVO 4 marzo 2014, n. 39

Attuazione della direttiva 2011/93/UE relativa alla lotta contro l'abuso e lo sfruttamento sessuale dei minori e la pornografia minorile, che sostituisce la decisione quadro 2004/68/GAI. (14G00051)

(GU n.68 del 22-3-2014)

Vigente al: 6-4-2014

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 76 e 87 della Costituzione;

Vista la direttiva 2011/93/UE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 13 dicembre 2011, in materia di lotta contro l'abuso e lo sfruttamento sessuale dei minori e la pornografia minorile, e che sostituisce la decisione quadro 2004/68/GAI del Consiglio;

Visto l'articolo 14 della legge 23 agosto 1988, n. 400;

Visto il Regio decreto 19 ottobre 1930, n. 1398, recante approvazione del testo definitivo del codice penale;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 settembre 1988, n. 447, recante approvazione del codice di procedura penale;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 novembre 2002, n. 313, recante il testo unico sul casellario giudiziale;

Vista la legge 6 agosto 2013, n. 96, recante delega al Governo per il recepimento delle direttive europee e l'attuazione di altri atti dell'Unione europea - Legge di delegazione europea, ed in particolare, l'Allegato B;

Vista la deliberazione preliminare del Consiglio dei ministri, adottata nella riunione del 21 novembre 2013;

Acquisiti i pareri delle competenti Commissioni della Camera dei deputati e del Senato della Repubblica e ritenuto di accogliere la condizione espressa dalla 2^a Commissione permanente della Camera e di accogliere parzialmente le osservazioni formulate dalla 2^a Commissione permanente del Senato;

Vista la deliberazione del Consiglio dei ministri, adottata nella riunione del 28 febbraio 2014;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei ministri e del Ministro della giustizia, di concerto con i Ministri degli affari esteri e dell'economia e delle finanze;

E m a n a

il seguente decreto legislativo:

Art. 1

Modifiche al regio decreto 19 ottobre 1930, n. 1398, recante la approvazione del testo definitivo del Codice penale

1. All'articolo 602-ter del codice penale, dopo il settimo comma, sono aggiunti i seguenti:

«Nei casi previsti dagli articoli 600-bis, 600-ter, 600-quater, 600-quater.1. e 600-quinquies, la pena e' aumentata.

- a) se il reato e' commesso da piu' persone riunite;
- b) se il reato e' commesso da persona che fa parte di un'associazione per delinquere e al fine di agevolarne l'attivita';
- c) se il reato e' commesso con violenze gravi o se dal fatto deriva al minore, a causa della reiterazione delle condotte, un pregiudizio grave.

Le pene previste per i reati di cui al comma precedente sono aumentate in misura non eccedente i due terzi nei casi in cui gli stessi siano compiuti con l'utilizzo di mezzi atti ad impedire l'identificazione dei dati di accesso alle reti telematiche.».

2. All'articolo 609-ter del codice penale, al primo comma, dopo il numero 5-quater) sono aggiunti i seguenti:

«5-quinquies) se il reato e' commesso da persona che fa parte di un'associazione per delinquere e al fine di agevolarne l'attivita';

5-sexies) se il reato e' commesso con violenze gravi o se dal fatto deriva al minore, a causa della reiterazione delle condotte, un pregiudizio grave.».

3. All'articolo 609-quinquies del codice penale, dopo il secondo comma, e' aggiunto il seguente:

«La pena e' aumentata.

- a) se il reato e' commesso da piu' persone riunite;
- b) se il reato e' commesso da persona che fa parte di un'associazione per delinquere e al fine di agevolarne l'attivita';
- c) se il reato e' commesso con violenze gravi o se dal fatto deriva al minore, a causa della reiterazione delle condotte, un pregiudizio grave.».

4. Dopo l'articolo 609-undecies del codice penale e' inserito il seguente:

«Art. 609-duodecies

Circostanze aggravanti

Le pene per i reati di cui agli articoli 609-bis, 609-quater, 609-quinquies, 609-octies e 609-undecies, sono aumentate in misura non eccedente la meta' nei casi in cui gli stessi siano compiuti con l'utilizzo di mezzi atti ad impedire l'identificazione dei dati di accesso alle reti telematiche.».

Art. 2

Modifiche al decreto del Presidente della Repubblica 14 novembre 2002, n. 313, e sanzioni per il datore di lavoro

1. Nel decreto del Presidente della Repubblica 14 novembre 2002, n. 313, dopo l'articolo 25 e' inserito il seguente:

«Art. 25-bis

Certificato penale del casellario giudiziale richiesto dal datore di lavoro

1. Il certificato penale del casellario giudiziale di cui all'articolo 25 deve essere richiesto dal soggetto che intenda impiegare al lavoro una persona per lo svolgimento di attivita' professionali o attivita' volontarie organizzate che comportino contatti diretti e regolari con minori, al fine di verificare l'esistenza di condanne per taluno dei reati di cui agli articoli

600-bis, 600-ter, 600-quater, 600-quinquies e 609-undecies del codice penale, ovvero l'irrogazione di sanzioni interdittive all'esercizio di attivita' che comportino contatti diretti e regolari con minori.».

2. Il datore di lavoro che non adempie all'obbligo di cui all'articolo 25-bis del decreto del Presidente della Repubblica 14 novembre, n. 313, e' soggetto alla sanzione amministrativa pecuniaria del pagamento di una somma da euro 10.000,00 a euro 15.000,00.

Art. 3

Modifiche al decreto legislativo 8 giugno 2001, n. 231, recante disciplina della responsabilita' amministrativa delle persone giuridiche, delle societa' e delle associazioni anche prive di personalita' giuridica, a norma dell'articolo 11 della legge 29 settembre 2000, n. 300

1. Al comma 1, lettera c), dell'articolo 25-quinquies del decreto legislativo 8 giugno 2001, n. 231, dopo le parole «600-quater.1,» sono inserite le seguenti: «nonche' per il delitto di cui all'articolo 609-undecies».

Art. 4

Modifiche al decreto del Presidente della Repubblica 22 settembre 1988, n. 447, recante la approvazione del codice di procedura penale

1. All'articolo 266 del codice di procedura penale, al comma 1, lettera f-bis), dopo le parole: «del medesimo codice», e' aggiunto il seguente periodo: «, nonche' dall'art. 609-undecies».

2. Dopo il comma 1 dell'articolo 62 del codice di procedura penale e' aggiunto il seguente:

«2. Il divieto si estende alle dichiarazioni, comunque inutilizzabili, rese dall'imputato nel corso di programmi terapeutici diretti a ridurre il rischio che questi commetta delitti sessuali a danno di minori.».

Art. 5

Copertura finanziaria

1. All'attuazione delle disposizioni contenute nella presente legge si provvede mediante l'utilizzo delle risorse umane, strumentali e finanziarie disponibili a legislazione vigente e senza nuovi o maggiori oneri a carico del bilancio dello Stato.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sara' inserito nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addi' 4 marzo 2014

NAPOLITANO

Renzi, Presidente del Consiglio dei ministri

Orlando, Ministro della giustizia

Mogherini, Ministro degli affari esteri

Padoan, Ministro dell'economia e
delle finanze

Visto, il Guardasigilli: Orlando